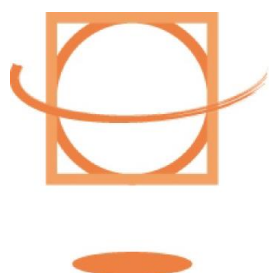




RAPPORT D'ACTIVITÉ 2013



Ce.R.A.I.C. asbl
Centre Régional d'Action Interculturelle du Centre
Rue Dieudonné François 43 - 7100 TRIVIERES
Tél. : 064/23.86.56 - Fax : 064/26.52.53
ceraic@skynet.be - www.ceraic.be
Nr d'entreprise : 0448 445 450

Table des matières

Introduction.....	1
Plan Local d'Intégration	1
Les projets selon les secteurs d'activités.....	2
I. SECTEUR COMMUNICATION	2
II. SECTEUR FORMATION-INFORMATION-SENSIBILISATION	2
A. Formation à destination de professionnels.....	3
1. Avec intervenants internes.....	3
2. Avec intervenant externes.....	5
B. Formations pour les associations	6
1. «Le Monde de l'ASBL 2013»	6
C. Formations adaptées pour le public étranger.....	7
1. Séances d'information «Repère-toi»	7
2. Ma mobilité : «Savoir conduire, c'est déjà un pas vers l'emploi».....	8
D. Formations à l'attention d'un large public.....	10
III. SECTEUR «VIE ASSOCIATIVE».....	11
A. ILDS : Initiatives Locales de Développement Social	11
B. Les appels à projets Fonds d'Impulsion à la politique des Immigrés.....	11
C. Soutien aux associations, partenariat et collaboration	12
IV. SECTEUR DISPOSITIF D'ACCUEIL DES PRIMO-ARRIVANTS	13
A. Les entretiens :	14
B. L'information sur les droits et devoirs	14
C. Les communes :.....	15
D. Données quantitatives	16
V. SECTEUR SOCIAL.....	23
A. Type de séjour à l'ouverture	23
B. Nationalité.....	24
C. Domicile.....	25
D. Types de demandes.....	27
E. Statut emploi	28
VI. PLATEFORMES.....	29
A. Plateforme «Diversité, un plus pour l'entreprise».....	29

1. Axe 1 : la promotion de la diversité à l'emploi auprès d'employeurs, la promotion de l'égalité des chances et la lutte contre les discriminations.	29
2. Axe 2 : La promotion de l'égalité des chances et la lutte contre les discriminations auprès du grand public	30
B. Plateforme «Intégration des primo-arrivants»	30
C. Plateforme «Psycho-sociale»	31
VII. SERVICE DOCUMENTATION.....	32
A. La gestion de la revue de presse.....	32
B. Statistiques 2013.....	32
Plan de Cohésion Sociale.....	33
Actions en milieu scolaire	34
Actions en partenariat.....	35
A. Coordonnées par la Maison de la Laïcité de La Louvière	35
1. Le projet «En quête d'identité»	35
2. Le projet Dialogue inter-convictionnel : «T'y crois, t'y crois pas ? Parlons-en ...»	36
B. Projet coordonné par la bibliothèque «Espace interculturel de lecture publique» ...	36
C. Projet culturel ponctuel : spectacle «Macaroni !».....	38
Intercentres.....	39
Formation du personnel	40
Perspectives 2014.....	38

Rapport d'activité 2013

Introduction

L'année 2013 a été jalonnée par des événements riches, à la mesure des projets réalisés dans le cadre des missions du Ce.R.A.I.C et du renouvellement de ses instances.

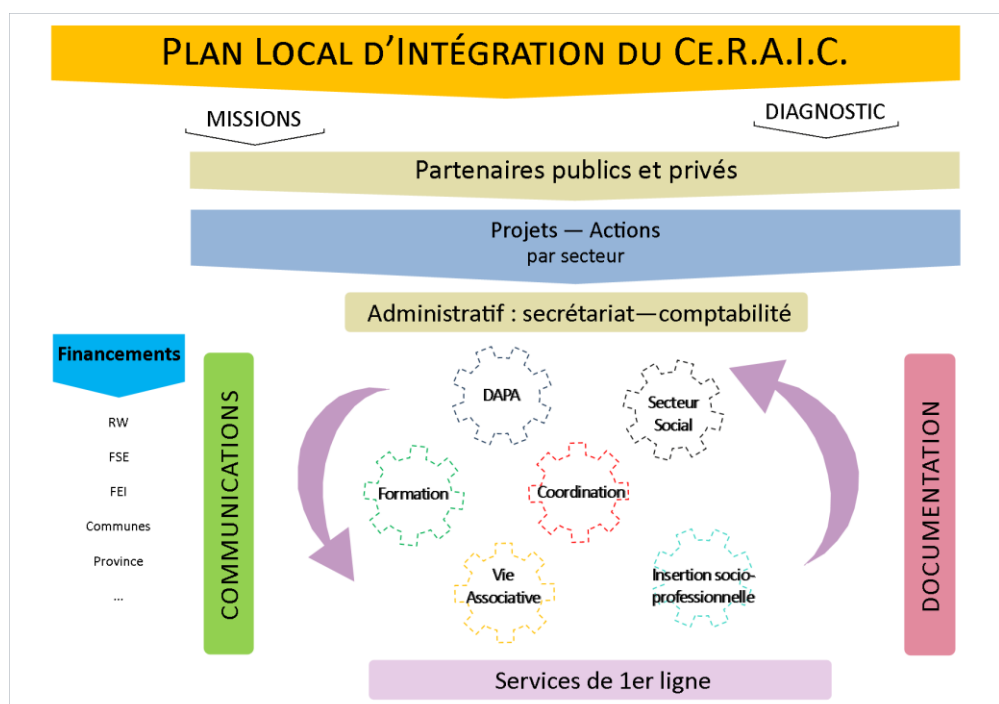
Riche aussi en événements liés aux membres du personnel : trois collaboratrices ont mené à bien une grossesse et un collaborateur, fraîchement Docteur en psychologie, choisit d'exercer en Turquie dans une Université.

Deux nouveaux collègues ont intégré l'équipe du Ce.R.A.I.C. pour mener à bien le projet d'accueil des primo-arrivants en lien avec les deux membres déjà occupés dans le projet pilote DAPA.

Plan Local d'Intégration

Le plan local d'intégration est lié aux stratégies et aux actions mises en place. Cela signifie donc que lorsque l'on parle de PLI, on parle bien d'un plan d'actions local d'intégration.

Le PLI doit être élaboré, mis en œuvre et évalué en concertation avec tous les acteurs locaux au sein du comité d'accompagnement. Le comité d'accompagnement s'est tenu en février. Le Ce.R.A.I.C. y a présenté aux membres présents le rapport d'activité annuel, les informations quant au Dispositif d'Accueil des Primo-Arrivants.



Les projets selon les secteurs d'activités

Pour ce qui est des projets, il faut pouvoir entrer dans les axes éligibles, tout en tenant compte du public cible, de la réalité de terrain, des partenaires impliqués (y compris dans leur logique institutionnelle) et des sources de financements.

Les actions sont soutenues par une **équipe administrative** qui grâce à un travail minutieux, discret et efficace permet de répondre aux exigences d'accueil, de comptabilité et de secrétariat.

I. SECTEUR COMMUNICATION

Il met en œuvre tout moyen de communication visant à mettre à disposition l'information sur les actions menées par le Ce.R.A.I.C.

Pour cela, le service réalise et fait réaliser les produits et supports de communication écrits (bulletin d'information, newsletter, communiqué, revue de presse, ...) visuels (brochure, affiche, ...) et audiovisuels (conférence de presse) ou des éléments d'exposition (stand, manifestation, ...) ainsi que le site internet.

Conseille dans la conception et dans l'organisation des manifestations spécifiques du Centre (exposition, colloque, formation, plaquette, brochure, ...).

II. SECTEUR FORMATION-INFORMATION-SENSIBILISATION

Une caractéristique de cette mission est qu'elle est assurée par des membres du personnel attachés à divers secteurs; ce qui rend riches et diversifiées les propositions, telles que des formations à l'interculturel, des séances d'information, de sensibilisation et d'animation à destination :

- des professionnels des services en contact avec la population étrangère ou d'origine étrangère
- de la population étrangère ou d'origine étrangère
- du grand public

Les données reprises ci-dessous sont à l'initiative du Ce.R.A.I.C. ou coordonnées par le Ce.R.A.I.C.



A. Formation à destination de professionnels

1. Avec intervenants internes

- a) Formation en partenariat avec l'école d'administration provinciale Service formation continuée pour GARDIENS DE LA PAIX
Projet : «Sensibilisation à l'interculturel et à l'apprentissage du contact avec la diversité», troisième année de collaboration. Les notions d'identité, de culture, d'intégration sont abordées. Sur base d'incidents critiques, une approche de son cadre de référence est analysée ainsi que le cadre de référence de l'autre. La médiation et la négociation sont aussi évoquées, de même que des incidents critiques rapportés par les participants sont analysés. Une information sur la législation contre la discrimination est apportée. La méthodologie est dynamique, participative.

Ces groupes se caractérisent par la participation de personnes ayant des profils très différents. La majorité sont des personnes peu qualifiées et d'autres ont un bagage scolaire important (abouti ou non). Les statuts sont précaires pour la plupart d'entre-eux. Le contexte économique marqué par la crise les touche particulièrement. Les thèmes qui sont abordés dans ce module (interculturalité, diversité, migrations, discriminations, ...) ne sont pas toujours bien accueillis. Sans faire de généralités, les modules sont plus liés à de la lutte contre le racisme.

Données chiffrées : 2 séances de 12 heures, avec un total de 34 personnes.

- b) Projet : Valise pédagogique «A la rencontre de l'autre» (création en partenariat)
Deux séances d'information ont été organisées pour des professionnels l'une avec le partenariat du réseau louviérois et l'autre avec l'asbl Symbiose.

Données chiffrées : 2 séances de 2h30 avec un total de 16 personnes.

Formation à la valise pédagogique «**Graines de valeur**» (création en partenariat)



Deux journées de formation à l'attention de professionnels, l'une en collaboration avec le CRIC, l'autre avec le CCLS. La mallette aborde de manière ludique le respect pour être abordé par les plus jeunes.

- c) Formation «La Médiation et sa dimension interculturelle»
Projet : accompagner la formation dispensée par un stagiaire du Ce.R.A.I.C. dans le cadre de l'obtention de son master. La première matinée fut consacrée à la définition des concepts, ainsi qu'à l'explication des étapes de la médiation. La seconde consistait en la présentation de l'interculturalité dans le milieu du travail, d'études de cas et d'exercices pratiques.

16 personnes y ont participé.

- d) Formation juridique «Initiation au droit des étrangers»
Projet : Organisation d'une formation juridique à l'initiative et par les membres du personnel du Ce.R.A.I.C. Les aspects théoriques de la formation ont été présentés par le juriste secondé par les deux assistantes sociales du Centre qui, par leur expérience de terrain, ont permis d'illustrer les notions théoriques par de nombreuses situations concrètes. Plusieurs rencontres, préalables à la formation, ont été organisées entre le service formation, l'équipe sociale et le juriste du Ce.R.A.I.C. afin de définir à la fois le contenu, la méthodologie ainsi que les rôles de chaque intervenant. Quatre matinées se sont tenues en avril et mai.

La première séance avait pour thématique l'accès au territoire (dispositions générales et courts séjours), ainsi que les titres de séjours en Belgique. La seconde abordait la question du regroupement familial et la régularisation de séjour (article 9bis/9ter). Quant à la troisième, il était question de l'occupation des travailleurs étrangers et notamment des permis de travail et du travail indépendant. La dernière séance enfin traitait de la réforme du code de la nationalité et de ses principaux changements, mais était également consacrée à l'étude de situations concrètes apportées par les participants et les formateurs.

Les documents de présentation de la formation (PowerPoint) ont été insérés sur le site internet du Ce.R.A.I.C. et sont donc consultables en ligne.

16 personnes y ont participé.

2. Avec intervenant externes

a) Formation aux outils pédagogiques pour professionnels FLE et



Alpha pour l'accueil des primo-arrivants

Projet : Pour la seconde année consécutive, la formation autour des mallettes pédagogiques «Bienvenue en Belgique» conçues par «Lire et Ecrire» a été organisée pour mettre

en place un processus d'accueil des primo-arrivants. 2 journées de formation ont été organisées en septembre et décembre.

Ces mallettes, au nombre de 5 aujourd'hui, abordant diverses thématiques (logement, enseignement, vivre ensemble, santé, ...) proposent aux animateurs des démarches structurées, accompagnées des supports nécessaires à la réalisation des animations proposées. Elles ont pour but d'aider les primo-arrivants peu scolarisés à s'intégrer au mieux dans notre société par une meilleure compréhension de leur environnement.

12 personnes y ont participé.

b) Projet : Mise en place d'actions spécifiques suite à la création, au sein de la bibliothèque de Trivières de l'«Espace interculturel de Lecture publique»

Découverte de l'outil «Une Fouzincroyable aventure». Cet outil, destiné aux professionnels qui ont en charge des enfants âgés de 7 à 10 ans a été présenté à la bibliothèque de Trivières.

5 personnes étaient présentes.

c) Formation juridique et thématique «Travailler avec les familles roms en provenance d'Europe centrale et orientale».

Intervenants : Maître Jean-Pierre Jacques, avocat, formateur et expert en DIP - Pascale Nizet, coordinatrice et assistante sociale au Centre de Médiation des Gens du Voyage et des Roms en Wallonie et Sandra Zepp, médiatrice interculturelle auprès de la population rom.

Cette journée était organisée en collaboration avec le Centre de Médiation des gens du voyage et des Roms en Wallonie. Il s'agissait tout d'abord de donner une information juridique quant aux portes d'entrée sur le territoire belge des Roms, ainsi qu'une bonne définition de cette population, pour ensuite analyser, en sous-groupe, des cas concrets apportés par le Centre de Médiation.

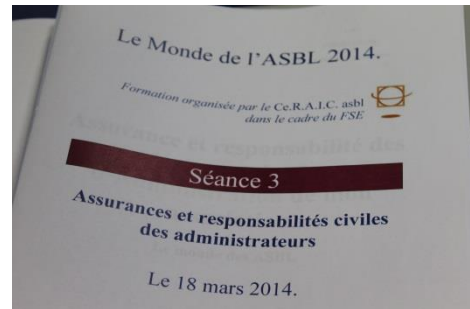
18 personnes y étaient présentes.

B. Formations pour les associations

1. «Le Monde de l'ASBL 2013»

Projet : suite aux séances de formations organisées par le Ce.R.A.I.C. dans le cadre de l'analyse de la vie associative de la Région du Centre, projet soutenu par le F.S.E. et le service public de Wallonie, de nouvelles attentes se sont exprimées à l'examen des évaluations remises lors de chaque séance.

Soucieux de répondre aux aspirations formulées, un nouveau module de 4 formations a été mis sur pied en 2013 pour compléter les connaissances acquises lors des modules précédents. 4 séances ont été réalisées en 2013 à savoir :



- a) Séance 1 : Elaboration de projet (étude des attentes et besoins, passer de l'idée au projet, étude de faisabilité)

Cette thématique a mobilisé un nombre important de participants : 14 personnes étaient présentes, représentant 9 associations de La Louvière (CIRECAB, JABTLL, ACATTRC, Dayak, Solidarité Miro, Solidarité Mutambara, ISOP, The Young Computer School et Espace d'Intervention Belgo Africain).

Le Ce.R.A.I.C. a fait appel à des intervenants externes en l'occurrence l'asbl STICS.

- b) Séance 2 : L'approche communication dans le secteur non-marchand (Quels objectifs communicationnels ? Comment communiquer via des supports ? Comment nous présentons nous?) 9 personnes étaient présentes, représentant 5 associations (Espace d'Intervention Belgo Africain, DAYAK, ACACIA, CIRECAB et l'asbl 6 beaufort).

Le Ce.R.A.I.C. a fait appel à des intervenants externes issus du Centre d'étude de la Communication.

- c) Séance 3 : Organes de gestion d'une asbl : (l'Assemblée générale, le Conseil d'administration, rôles et responsabilités des membres, la mise en conformité des statuts, la dissolution d'une asbl)

7 personnes étaient présentes représentant 4 associations (Espace d'Intervention Belgo Africain, CSEF, CIRECAB et 6 Beaufort) de 2 communes (La Louvière et Braine-le-Comte). Un participant était présent à titre individuel dans le but de créer sa propre asbl.

Le Ce.R.A.I.C. a fait appel au service des formateurs de la Boutique de Gestion.

- d) Séance 4 : le bénévolat ou le volontariat (cadre légal, obligation en termes administratifs et financiers, qui peut devenir bénévole et dans quelles conditions ?)

8 personnes étaient présentes représentant 4 associations (Espace d'Intervention Belgo Africain, ISOP, Solidarité Miro et Solidarité Mutambara) d'une commune (La Louvière).

Le Ce.R.A.I.C. a fait appel à la Boutique de Gestion.

C. Formations adaptées pour le public étranger

1. Séances d'information «Repère-toi»



Trois séances ont été organisées en 2013. Le principe est de proposer des informations sur des thématiques impulsées par les partenaires de la plateforme psycho-sociale. Ces séances se déroulent avec l'appui d'interprètes, car les publics visés sont inscrits dans des formations en français langue étrangère.

Thèmes abordés :

- a) Les relations familiales en contexte de crise, ou comment vivre les relations entre parents, avec les enfants quand les parents sont centrés sur leurs problèmes : présentation du service de médiation familiale de la Ville de La Louvière, quelques clés pour éviter ou dénouer des conflits familiaux.

Intervenante : Muriel Wattier, médiatrice au service APC de la Ville de La Louvière

45 personnes ont participé à cette matinée.

- b) Le maintien des traditions culturelles en contexte migratoire : comment préserver ses valeurs, ses traditions, tout en construisant une place acceptable pour tous dans la société dite d'accueil ?

Intervenants : Maria-Gladys Busse, psychologue et Barbara Mourin, coordinatrice au service Sémaphore.

73 personnes ont participé à cette matinée.

- c) Consommer malin pour dépenser moins : les priorités budgétaires, trucs et astuces pour réduire ses factures et questions relatives à la santé (assurances obligatoires, complémentaires, les médicaments)



génériques, les médecins conventionnés, les soins et frais pharmaceutiques).

Intervenantes : Mesdames Deborah Barbarossa et Emilie Meurens, animatrices aux FPS

65 personnes ont participé à cette matinée.

2. Ma mobilité : «Savoir conduire, c'est déjà un pas vers l'emploi»



Projet : la mobilité des personnes joue un rôle important dans la recherche d'un emploi. Nombreux sont les demandeurs d'emplois qui n'arrivent pas à décrocher un contrat de travail faute de permis de conduire. Il s'agit d'un projet récurrent, soutenu par le FSE, dont les modules sont adaptés à un public non francophone.

Suite à l'appel d'offres, c'est l'auto-école BARA qui a remporté le marché pour dispenser les formations à la théorie pour le permis de conduire. Grâce à cette collaboration, nos stagiaires bénéficient d'un accès aux écoles BARA durant 3 ans après la formation dans le cas où ils n'arrivent pas à réussir l'examen théorique.

Cette formation permet aux stagiaires de suivre 40 heures de cours préparatoires à l'examen théorique du permis de conduire et de 8 heures de cours de sensibilisation à la conduite citoyenne, dispensés par le GSARA.

Pour 2013, deux sessions ont été mises en place.

a) 1ère session : La formation s'est déroulée comme prévu du 13 mai au 31 mai 2013 au sein des locaux du GSARA. Le groupe se composait de 10 personnes de différentes nationalités (1 Marocaine, 3 Congolaises, 1 Algérienne, 1 Macédonienne, 1 libanaise, 1 Belge, 1 Italienne et 1 Roumanie).

La séance d'information a récolté un vif succès puisque 53 personnes s'y sont présentées. Nous avons opté pour un public avec un niveau suffisant en français en termes de compréhension orale et écrite. Nous avons ciblé le public du Ce.R.A.I.C. - les personnes étrangères ou d'origine étrangère - et nous avons fait appel à nos partenaires; à savoir Lire et Ecrire, La Ligue des Famille, Symbiose, les Asbl mises en place par les personnes étrangères, etc.

Examen au permis de conduire :

L'examen s'est déroulé comme prévu et à la date fixée par le Ce.R.A.I.C.; soit le 6 juin 2013. 10 personnes ont passé l'examen : 1

personne a réussi et 9 personnes ont été en échec. Une semaine après 2 autres personnes ont réussi l'examen. Cela représente un taux de réussite de 30 %.

- b) 2ème session : Cette seconde session a été mise en place en collaboration avec le Plan de Cohésion Sociale de la commune de Chapelle-lez-Herlaimont; le but étant de décentraliser nos activités vers d'autres lieux de notre compétence territoriale.
La formation s'est déroulée comme prévu du 25 novembre au 13 décembre 2013 au sein des locaux de la Maison des Jeunes du Centenaire de Chapelle-lez-Herlaimont.

Le groupe se composait au début de la formation de 11 personnes et 7 ont rejoint le groupe tardivement; à savoir le troisième jour de formation.

Au total, 18 personnes de différentes nationalités ont suivi la formation.

(4 Marocaines, 2 Italiennes, 3 Roumaines, 1 Anglaise, 1 russe, 1 Vietnamienne, 1 Turque, 1 Belge, 2 Irakiennes et 2 Algériennes).

Examen au permis de conduire :

L'examen s'est déroulé comme prévu et à la date fixée par le Ce.R.A.I.C.; soit le 23 décembre 2013.

18 personnes ont passé l'examen : 3 personnes l'ont réussi. Cela représente un taux de réussite de 16%.



D. Formations à l'attention d'un large public

Projet : public en formation EFT, OISP, CPAS, asbl Titres-service

Les organismes qui ont bénéficié des modules «lutte contre le racisme» : l'EFT Contrepoint forme des jeunes à la maçonnerie et à la menuiserie - collaboration établie depuis 2002.

Tableau récapitulatif du public touché par nos formations

PROJETS	PARTICIPANTS	NBRES D'HEURES Fo
Formations Professionnels INTERCULTURALITE Intervenants du Ce.R.A.I.C.		
• Gardiens de la paix	34	24
• Valise à la Rencontre	16	5
• Graine de Valeur	40	14
• Médiation	16	6
Int ext.		
• Mallettes Pédagogiques	12	18
• Fouzincroyable	5	3
JURIDIQUE Intervenants du Ce.R.A.I.C.		
• Init. Aux droits	16	12
Intervenants externes		
• Formation Roms	18	6
• Droits des étrangers	14	17
Formation à destination assoc.		
• Le Monde Asbl	38	12
Fo public étranger		
• Repère-toi (3 séances)	45, 73, 65	9
• Mobilité	28	96
Fo tout public		
• OISP, EFT (CISP)	10	6
TOTAL :	430 participants	228 heures

III. SECTEUR «VIE ASSOCIATIVE»

A. ILDS : Initiatives Locales de Développement Social

L'appel à projets concernant les projets d'initiatives locales de développement social est paru au Moniteur belge le 14 janvier 2013. Les promoteurs étaient tenus de rentrer leur demande au plus tard le 28 février 2013. Une rencontre au Ce.R.A.I.C., soutenue par la présence des représentants du Cabinet et de l'Administration, a permis d'exposer les axes aux promoteurs de projets potentiels. Les axes qui ont été subsidiés sont l'apprentissage du français langue étrangère, la citoyenneté, la formation et l'accompagnement ISP.

En 2013, 12 associations ont rentré un projet : l'asbl Action Sociale seneffoise, l'asbl Cellule action d'aide au développement (CAAD : association africaine de La Louvière), l'asbl Braseap, l'asbl le centre d'intégration et de rencontres pour l'échange culturel entre africain et belges (CIRECAF), l'asbl guidance et entraide brainoise, l'asbl Moventis, le CPAS de Silly, l'asbl Maison de la jeunesse de Soignies, l'asbl Young Computer School (association africaine de La Louvière), l'asbl 6Beaufort, le centre d'information et d'éducation populaire Hainaut Centre, l'association de solidarité des travailleurs turcs (ASTT). Ces cinq dernières ont été subsidiées pour un montant total de 32 500 euros. Une association bénéficie d'une convention pluriannuelle : l'asbl Symbiose.

Parmi ces associations, 10 promoteurs de projets ont sollicité l'intervention ou une collaboration avec le Ce.R.A.I.C. avant le dépôt de l'appel à projet : présentation du dossier, réunions de concertation et d'échanges. Dans le cadre du suivi des dossiers ILDS retenus, le Ce.R.A.I.C. a rencontré 4 associations.

B. Les appels à projets Fonds d'Impulsion à la politique des Immigrés

L'appel à projets 2013 du Fonds d'impulsion à la politique des immigrés a été publié au Moniteur belge le 3 mai 2013. Les demandes de subsides via l'application web devaient être rentrées pour le 7 juin et l'échéance pour les documents supplémentaires (copie des statuts, attestation d'identité bancaire, bilan financier déposé au greffe, attestation sur l'honneur) pour le 14 juin.

18 projets ont été recevables : le CPAS de La Louvière (trois projets), la ville de La Louvière, l'administration communale de Chapelle-Lez-Herlaimont (deux dossiers via l'asbl Symbiose), le CPAS de Chapelle-Lez-Herlaimont, l'école libre de Bois-du-Luc, the Young Computer School asbl (deux dossiers), l'action socio sportive hainuyère, l'espace d'intervention belgo

africain, Moventis, Lattitude j2, le CIEP, l'asbl 6Beaufort, le SETIS wallon, la Maison de la Laïcité de La Louvière.

L'accompagnement, le soutien, les fréquences des rencontres avec les nouveaux promoteurs de projets FIPI étaient similaires à ceux des nouveaux promoteurs de projets d'initiatives locales.

En 2013, quatorze dossiers de demande de subsides ont été transmis par les promoteurs au Ce.R.A.I.C.

7 promoteurs ont sollicité un avis, une collaboration ou une consultation de leur dossier par le Ce.R.A.I.C. avant la transmission au Centre pour l'égalité des chances.

Une réunion s'est déroulée le 23 mai en présence de la gestionnaire des projets FIPI au niveau du Centre pour l'égalité des chances.

Un avis de notoriété a été envoyé, par le Ce.R.A.I.C., à la Wallonie pour les dossiers cofinancés par celle-ci.

Le responsable de l'évaluation des projets d'initiatives locales de développement social participe aux réunions du comité d'accompagnement des projets FIPI de l'asbl YCS et à celui du CPAS de la ville de La Louvière.

C. Soutien aux associations, partenariat et collaboration

Le Ce.R.A.I.C. apporte une aide aux associations dans la rédaction ou dans la mise en conformité des statuts ou leur modification lors du renouvellement des instances (rédaction des documents indispensables et procédure à suivre pour les modifications et les inscriptions au Moniteur belge).

L'asbl espace d'intervention belgo africain du Centre asbl, l'asbl femmes d'origine congolaise pour le développement, l'association de solidarité des travailleurs turcs, l'association culturelle d'aide aux travailleurs turcs de la région du Centre, la maison d'intégration et culturelle turque de Piéton, l'asbl solidarité Mutambara ont bénéficié de ces services.

Le rôle du Ce.R.A.I.C. dans des activités conviviales (souper, soirée musicale et folklorique) à l'initiative des associations réside en un appui logistique et administratif : pour ces associations création de maquette d'affiches, d'invitations ou de promotion de l'activité.

Il l'a fait pour : URACE asbl (Union des ressortissants africains du Centre), île d'espoir asbl, l'asbl femmes d'origine congolaise pour le développement.

IV. SECTEUR DISPOSITIF D'ACCUEIL DES PRIMO-ARRIVANTS

Le Gouvernement wallon n'ayant pas encore validé de façon décrétalement le Dispositif d'Accueil des Primo-arrivants (DAPA), son expérimentation s'est poursuivie durant toute l'année 2013.

Le **projet de décret** est constitué de 4 phases : un module d'accueil personnalisé, coordonné et réalisé par le Centre Régional d'Intégration sur le territoire de compétence, une formation à la langue française, une formation à la citoyenneté, une orientation professionnelle. Le «module d'accueil», probablement obligatoire, est lui-même composé de trois parties : une information sur les droits et devoirs, un bilan social, une aide à l'accomplissement des démarches administratives.

L'équipe «DAPA» composée d'une coordinatrice et d'une responsable de projets, s'est étoffée depuis février 2013 de deux autres chargés de projets.

Les **objectifs de l'entretien** d'accueil et d'orientation et de l'information sur les droits et devoirs sont les suivants :

- Assurer les meilleures orientations et informations possibles des personnes PA.
- Promouvoir l'apprentissage de la langue française.
- Faire progresser le processus, qui devrait être dynamique et à double sens, facilitant l'intégration des personnes PA.

Le projet en lui-même implique de multiples tâches : sur chaque commune du territoire d'action du Ce.R.A.I.C., il s'agit de :

- Sensibiliser l'ensemble des partenaires à cette nouvelle mission des CRI.
- Mettre en place la collaboration avec le Service population étrangère, avec le Plan de Cohésion sociale (PCS) et parfois avec les CPAS et les Initiatives locales d'accueil (ILA).
- Réaliser des entretiens d'accueil et d'orientation auprès de personnes primo-arrivantes (PA).
- Organiser des séances d'information, avec les personnes PA, sur les droits et les devoirs de toute personne résidant en Belgique.
- Elaborer et mettre à jour un répertoire sur l'ensemble du territoire d'action du Ce.R.A.I.C., d'associations/organismes/institutions concernés par l'une ou l'autre des quatre phases du DAPA et susceptibles de pouvoir répondre aux besoins et attentes des personnes.
- Rencontrer les différents opérateurs travaillant dans les domaines abordés lors des entretiens (afin de faire connaissance réciproquement entre anciens/nouveaux opérateurs du territoire d'action et ce nouveau service du

Ce.R.A.I.C. et de préparer des fiches explicatives pour le répertoire, au format A5, à remettre aux bénéficiaires).

A. Les entretiens :

En ce qui concerne plus spécifiquement les entretiens d'accueil et d'orientation - dits plus administrativement «bilans sociaux» -, ils se sont poursuivis, au compte-goutte pour les Communes pilotes de Manage, de Chapelle-lez-Herlaimont et de La Louvière, mais aussi à Charleroi en collaboration avec le CRI de Charleroi (CRIC) jusque fin avril 2013. La collaboration avec le CIMB (le CRI de Mons) aura, quant à elle, permis de mettre en place tous les contacts pour la concrétisation de premiers «Bureaux d'accueil».

Eléments d'analyses qualitative et quantitative

A partir de mars 2013, les personnes PA reçues depuis le début de l'expérimentation (octobre 2012) qui avaient manifesté leur intérêt pour un entretien de suivi dans les 6 mois, ont été recontactées au fil des mois; cette proposition d'entretien de suivi a été réalisée jusqu'en juin 2013 - afin d'évaluer, avec la personne PA et de manière empirique, son «parcours d'intégration» tant en termes de degré de satisfaction globale des orientations données qu'en termes d'opportunités ouvertes sur des participations sociale, économique et/ou culturelle éventuellement envisageables après le «parcours».

B. L'information sur les droits et devoirs

En évoquant cette question en entretien d'accueil, un intérêt a été marqué quant au fait de recevoir l'information concernant «les droits et les devoirs de tout citoyen en Belgique» (sans obligation encore imposée par le Décret).

En novembre et décembre 2013, 2 séances collectives et 6 séances individuelles ont été expérimentées en français - auprès de personnes possédant donc un bon niveau de français. L'animation de ces séances s'est réalisée à l'aide de la capsule vidéo «Bienvenue en Wallonie» de +/- 25 minutes, créée par le DISCRI sur base de la consultation de l'ensemble des CRI. L'animation collective a une durée approximative de 2h30.

Cette capsule vidéo met l'accent sur le «vivre ensemble» en Belgique.

Elle présente tout d'abord la mise en place du Dispositif d'Accueil du Primo-Arrivant, aborde ensuite l'histoire de l'immigration ainsi que l'histoire politique et sociale de la Wallonie, ébauche également une explication de la Belgique en tant qu'Etat fédéral, Etat neutre et démocratique. Enfin, les zones dites «sensibles» ainsi que «les droits et les devoirs des citoyens dans leur globalité» précèdent la lecture de la Charte de la Citoyenneté de la Commission du Dialogue Interculturel de 2005.

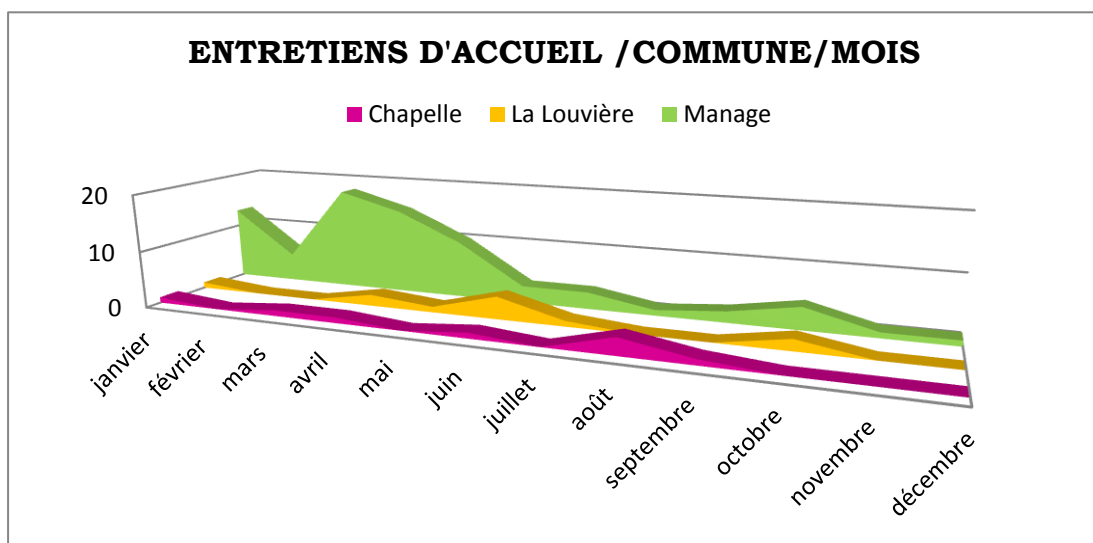
Le retour de ces différentes séances d'information est plutôt positif. Un accent a été mis sur le sens de recevoir cette information. Les personnes considèrent être un peu éclairées quant au système belge.

Cette information reste rapide et généraliste, mais nous sommes néanmoins disponibles, comme tout autre opérateur, pour répondre aux questions.

C. Les communes :

Le nombre d'entretiens a en effet varié, à la fois au fil des mois et selon les communes (cf. Tableau et graphique ci-dessous). Ce constat est en lien étroit avec le nombre de personnes PA concernées par commune, ainsi qu'avec différents facteurs, déjà mis en évidence en 2012, comme les conditions de travail des Services population étrangère tant que ce module accueil n'est pas obligatoire, services situés en première ligne pour le transfert d'informations vers les personnes PA.

	Chapelle 8	La Louvière 11	Manage 76
Janvier	1	1	13
Février	0	0	5
Mars	1	0	18
Avril	1	2	15
Mai	0	1	10
Juin	1	4	3
Juillet	0	1	3
Août	3	0	1
Septembre	1	0	2
Octobre	0	2	4
Novembre	0	0	1
Décembre	0	0	1



Les rencontres avec les cinq villes partenaires de l'expérimentation se sont poursuivies en fonction des besoins rencontrés (questionnements, incompréhensions, évaluation). A la mi-février, constatant la difficile mise en route du projet pour les villes de Mons et de La Louvière, le Ce.R.A.I.C a organisé une rencontre entre les 5 communes afin de partager l'état des lieux pour chacune d'entre elles et de «se remotiver» collectivement. Si cet objectif n'a pas forcément été atteint, cela a permis à chaque commune pilote de constater qu'elle n'était pas la seule à s'impliquer.

Une nécessaire évaluation a eu lieu au mois de juin avec la Ville de La Louvière, avec l'Echevine et la Responsable de la Population, afin de penser à d'autres biais pour soutenir les agents du service population étrangère dans le transfert d'informations à destination des personnes PA. C'est en décembre 2013 seulement que le Collège nous a fait parvenir son accord pour notre présence ponctuelle au sein du hall de la population qui débutera dès janvier 2014. Force est de constater que la progression du projet, extrêmement lente sur le plan politique, a maintenu un flou auprès de tous les acteurs; flou qui n'a pas incité les communes à être proactives dans le projet pilote.

Les lieux pour les «Espaces Accueil pilotes» sont pour les villes de Manage et de La Louvière, la Maison de la Solidarité à Haine St Paul; pour la ville de Chapelle, au Pôle Solvay où un «guichet unique» est organisé pour l'insertion socioprofessionnelle et où des cours de FLE sont notamment organisés par une association membre du PCS : l'asbl Symbiose.

Pour les 14 autres communes - de Lessines à Erquelines - des courriers ont été envoyés en mai et juillet 2013, avec des rappels prévus jusqu'en janvier 2014. Plusieurs d'entre elles ont été rencontrées en 2013, par le biais le plus souvent d'un représentant officiel - Bourgmestre ou Echevin(e) -, du/de la responsable du PCS et du/de la responsable du service population étrangère, afin de sensibiliser ou d'envisager la concrétisation du «DAPA» sur le territoire : Seneffe, Soignies, Enghien, Silly, Erquelines, Merbes-le-Château et Estinnes. Les communes de Binche, d'Ecaussinnes, d'Anderlues et de Braine-le-Comte ont pris contact, tandis que les courriers de rappel sont restés lettres mortes, jusque fin 2013, auprès des communes de Morlanwelz, du Roeulx et de Lessines.

D. Données quantitatives

135 entretiens d'accueil et d'orientation ont eu lieu de janvier à décembre 2013 : 95 pour Chapelle-lez-Herlaimont, La Louvière et Manage, 37 pour Charleroi et 3 pour Mons. Rappelons que le projet pilote du Ce.R.A.I.C. s'est élargi aux villes de Charleroi et de Mons, en collaboration avec le CRIC et le CIMB, jusqu'avril 2013.

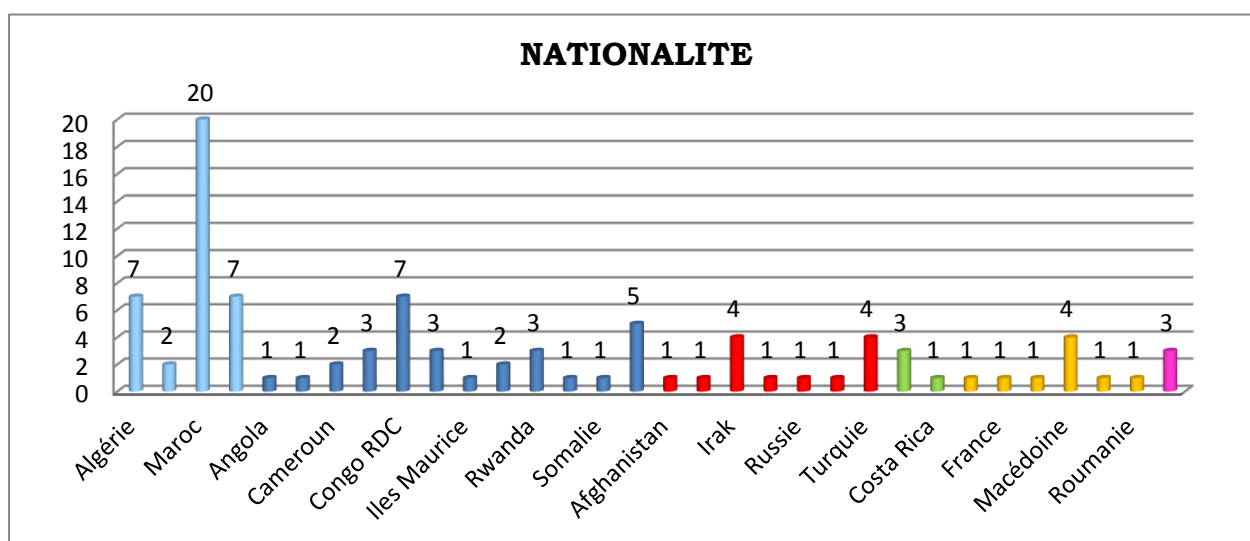
Les chiffres qui suivent, présentés en tableaux et graphiques, concernent les 3 communes du territoire d'action du Ce.R.A.I.C. (Chapelle-lez-Herlaimont, La Louvière, Manage). Les chiffres des entretiens de la ville de Charleroi sont présentés, à titre informatif, à la fin de ce rapport. Ceux de Mons, au nombre de 3, n'ont pas été analysés (3 personnes apatrides).

Les 22 entretiens de suivi, proposés à la suite de l'entretien d'accueil et d'orientation et réalisés 6 mois après celui-ci - de mai à décembre 2013, sont classés dans des tableaux et graphiques indépendants des tableaux présentant les chiffres des 95 entretiens d'accueil.

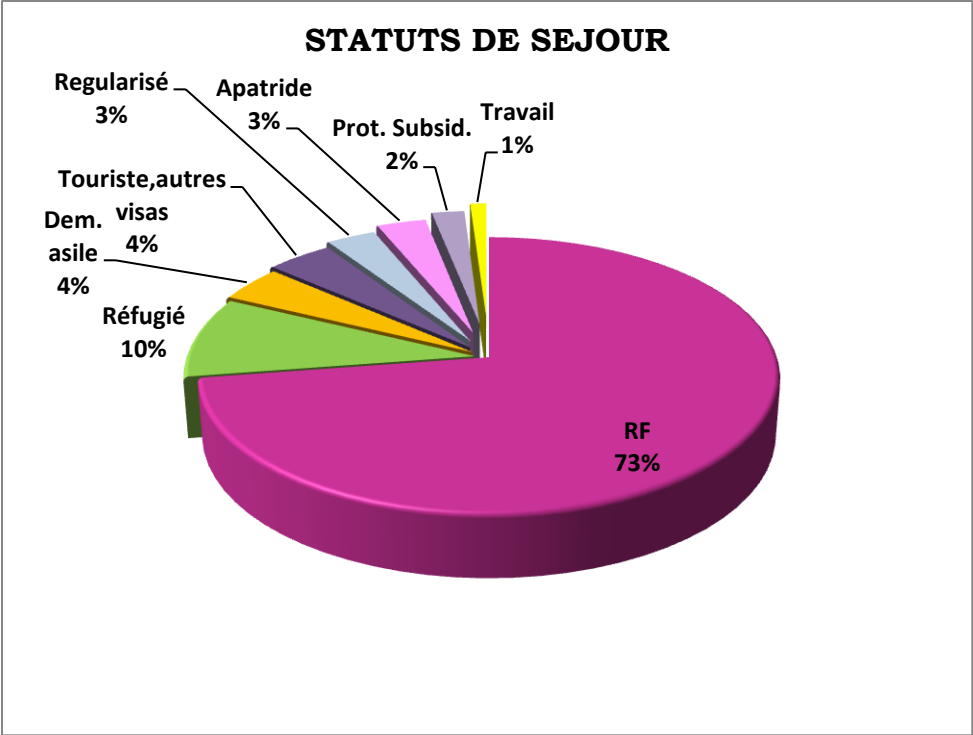
COMMUNES Ce.R.A.I.C (Chapelle-Lez-Herlaimont, La Louvière, Manage)

Commune		Chapelle =8	La Louvière =11	Manage = 76
Sexe	Femme	5	6	49
	Homme	3	5	27
Niveau de français	Débutant	0	5	23
	Moyen	0	1	8
	Bon	4	2	10
	Très bon	4	3	26
	Francophone	0	0	9
Age	15-24	0	1	14
	25-44	8	9	54
	45-54	0	1	6
	55 et +	0	0	2
Nationalité	Afghanistan	0	1	0
	Algérie	0	0	6
	Angola	0	0	1
	Apatride	0	0	3
	Azerbaïdjan	0	0	1
	Brésil	0	0	3
	Burundi	1	0	0
	Cameroun	0	0	2
	Congo	1	0	2
	Congo RDC	2	0	5
	Costa Rica	0	0	1
	Côte d'Ivoire	0	0	3
	Egypte	0	1	1
	Estonie	0	1	0
	France	0	0	1
	Iles Maurice	0	0	1
	Irak	0	1	3
	Italie	0	1	0
	Macédoine	0	1	3
	Maroc	1	1	18
Mauritanie	0	0	2	

	Philippines	0			0			1			
	Portugal	0			0			1			
	Roumanie	0			1			0			
	Russie	0			0			1			
	Rwanda	2			0			2			
	Sénégal	0			0			1			
	Somalie	0			0			1			
	Tchéchénie	0			0			1			
	Togo	0			1			4			
	Tunisie	1			2			4			
	Turquie	0			0			4			
Qualification	Non scolarisé	0			1			6			
	CEB	1			0			5			
	CESI	2			1			21			
	CESS	5			4			26			
> CESS	0			5			18				
Situation professionnelle	Salarié	0			1			10			
	Indépendant	0			0			0			
	DE - 1 an	4			4			17			
	DE + 1 an	1			1			17			
	CPAS	2			0			2			
	Sans emploi	1			5			26			
	Etudiant	0			0			4			
Priorités			I	II	III	I	II	III	I	II	III
	Travail	2	3	3	1	4	4	23	21	14	
	FLE	1	0	0	5	0	2	21	10	0	
	Formation	1	5	0	0	2	0	15	17	16	
	Logement	3	1	0	3	0	0	7	8	3	

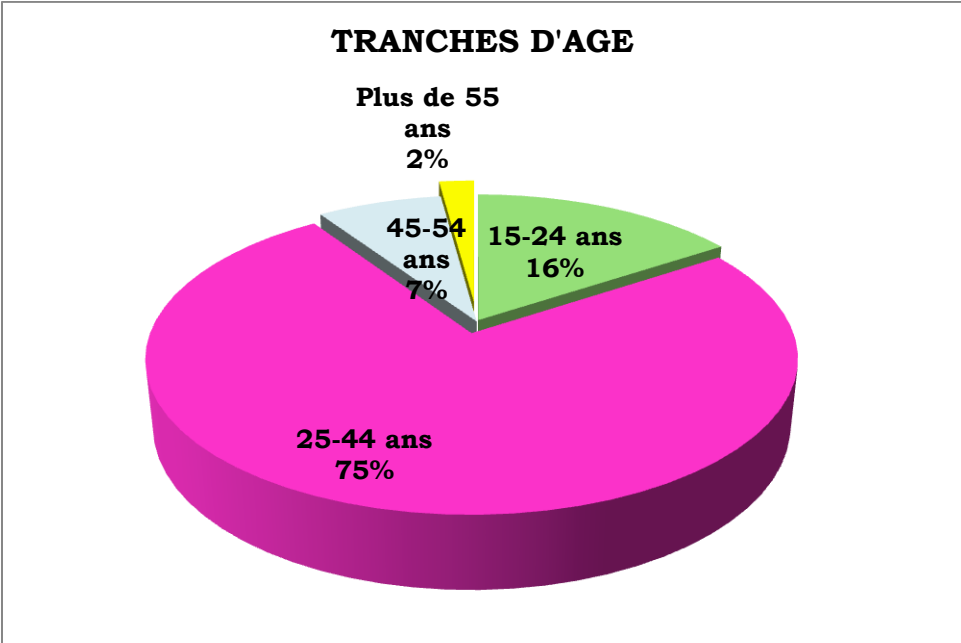


Commentaire ???

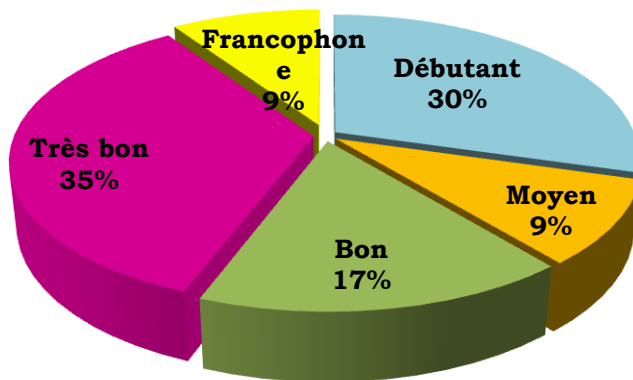


SEXE

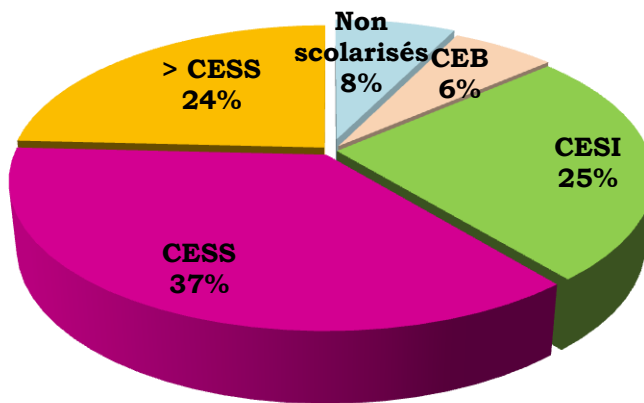
Sexe	Hommes	Femmes	Total
	35	60	95



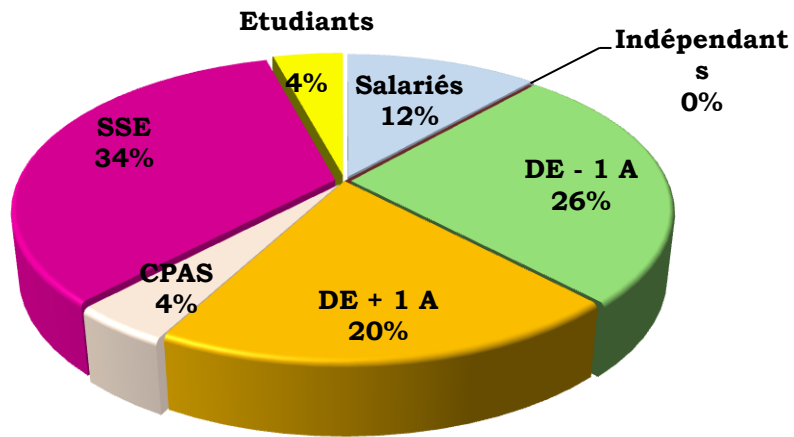
NIVEAU DE FRANÇAIS



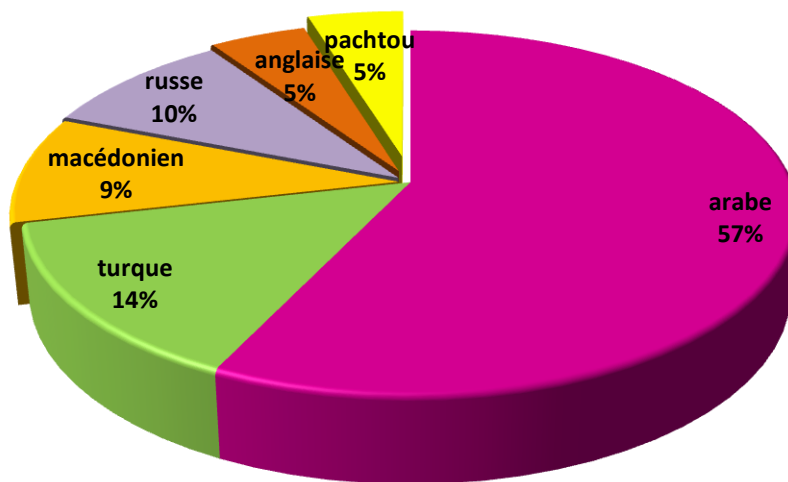
QUALIFICATION



SITUATION PROFESSIONNELLE



LANGUES SOLICITEES AUPRES DU SeTIS



Charleroi

Commune	Charleroi =37		
Sexe	Femme	18	
	Homme	19	
Niveau de français	Débutant	16	
	Moyen	4	
	Bon	5	
	Très bon	7	
	Francophone	5	
	Age	15-24	7
25-44		27	

	45-54	3		
	55 et +	0		
Nationalité	Algérie	10		
	Cameroun	1		
	Chine	1		
	Côte d'Ivoire	2		
	Macédoine	1		
	Maroc	7		
	Mozambique	1		
	Nigéria	1		
	Pakistan	1		
	Russie	1		
	Russie(Tchéchénie)	1		
	Togo	1		
	Turquie	7		
	Turquie(Kurde)	1		
	Zambie	1		
	Qualification	Non scolarisé	1	
CEB		7		
CESI		8		
CESS		11		
> CESS		10		
Situation professionnelle	Salarié	2		
	Indépendant	0		
	DE - 1 an	10		
	DE + 1 an	1		
	CPAS	0		
	Sans emploi	24		
	Etudiant	0		
		I	II	III
Priorités	Travail	12	12	9
	FLE	19	6	3
	Formation	2	7	6
	Logement	0	2	1

V. SECTEUR SOCIAL

Analyse quantitative

En 2013, le service social a traité 179 dossiers contre 224 pour l'année 2012; soit une diminution de 45 dossiers.

Cette diminution peut s'expliquer, notamment, par l'absence d'une des assistantes sociales en repos d'accouchement.

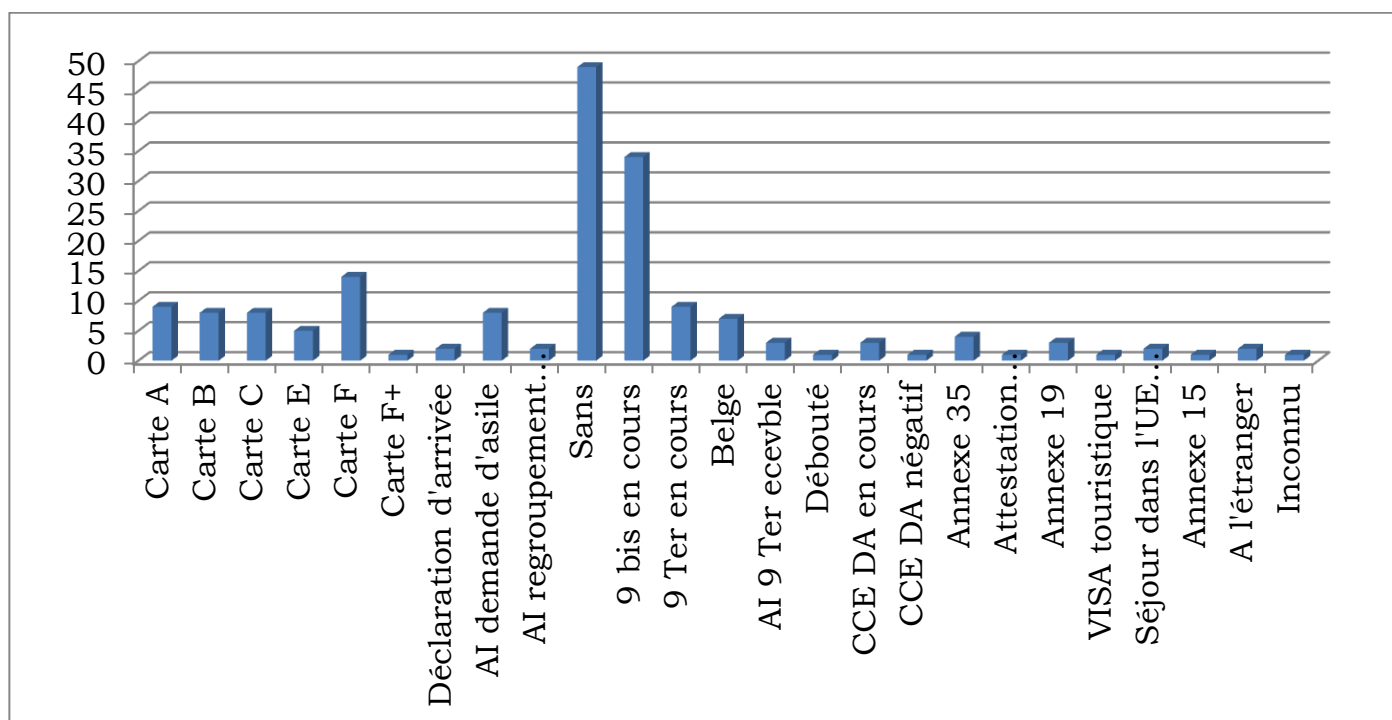
Les dossiers effectivement ouverts en 2013 sont au nombre de 109.

A cela, il faut ajouter les dossiers des années antérieures (2005 : 1 - 2006 : 1 - 2008 : 2 - 2009 : 3 - 2010 : 8 - 2011 : 15 - 2012 : 39)

En ce qui concerne les demandeurs, nous avons pu constater que 60% (105) étaient des hommes et 40% (73) des femmes tout comme pour l'année 2012.

A. Type de séjour à l'ouverture

Type de séjour à l'ouverture



Pour l'analyse statistique, nous prenons en compte le type de séjour à l'ouverture du dossier, séjour qui peut évoluer dans le temps, que ce soit de manière positive ou négative.

La majorité des personnes sont sans statut légal sur le territoire et sans aucune procédure en cours lors du premier entretien; ce qui représente 27%, suivi par les personnes ayant introduit une demande de régularisation sur

base de l'article 9 Bis : 19%. Ensuite, les personnes sous carte F (regroupement familial) représentent 7%. Les personnes sous carte A, celles ayant une demande de régularisation sur base de l'article 9 Ter et les Belges («d'origine» ou naturalisés) représentent 5% chacune. Les personnes sous carte B/C et sous AI dans le cadre d'une demande d'asile représentent quant à elles 4% chacune.

Des personnes pour lesquelles aucune procédure n'était en cours au moment de l'ouverture du dossier ont ainsi introduit, pour la plupart, des demandes de régularisation sur base de l'article 9 Bis.

Ces personnes sont toujours sans statut légal sur le territoire belge, mais ont introduit une demande pour tenter de régulariser leur situation.

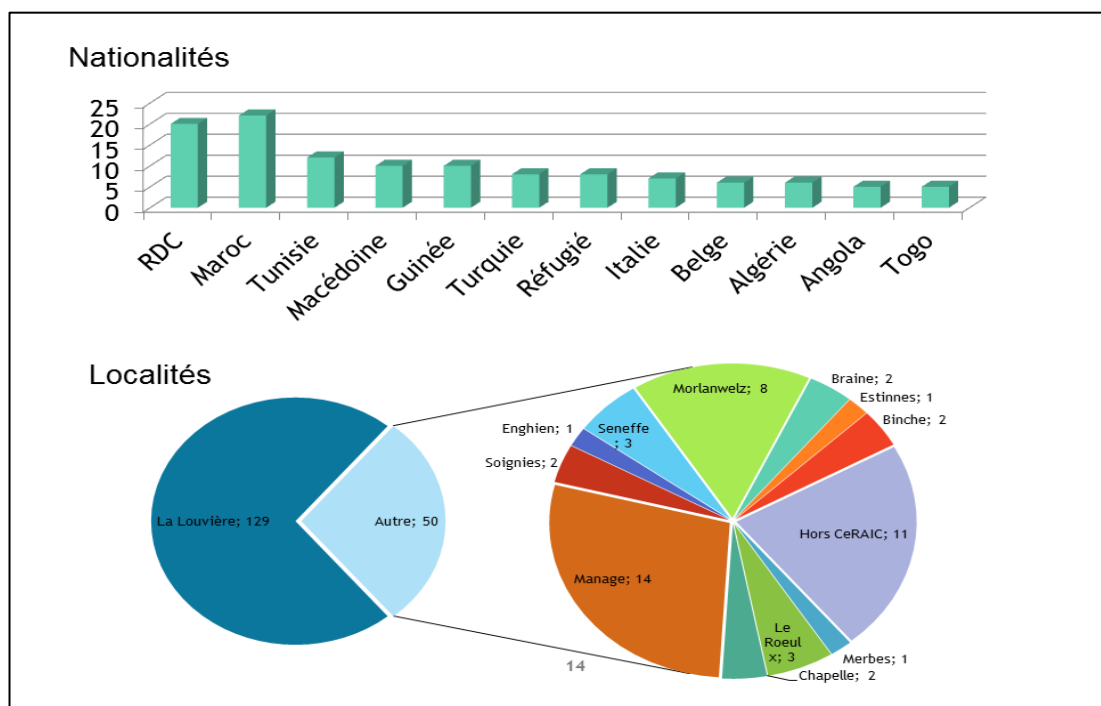
D'autres personnes ont vu leur séjour régularisé durant cette année ou ont été reconnues réfugiées durant l'année.

Par contre, d'autres personnes se sont vues retirer leur titre de séjour. Il s'agit principalement des personnes sous attestation d'immatriculation dans le cadre d'un refus de la procédure d'asile, mais aussi les personnes sous carte F qui ne remplissent plus les conditions dans le cadre du Regroupement Familial.

Enfin, il est important de noter que nous rencontrons de plus en plus d'Européens venus du sud de l'Europe, mais que ces personnes ne sont pas forcément en ordre de séjour en Belgique.

Les personnes accompagnées par le service social arrivent, soit en tout début de leur parcours migratoire, soit, a contrario, en fin de parcours.

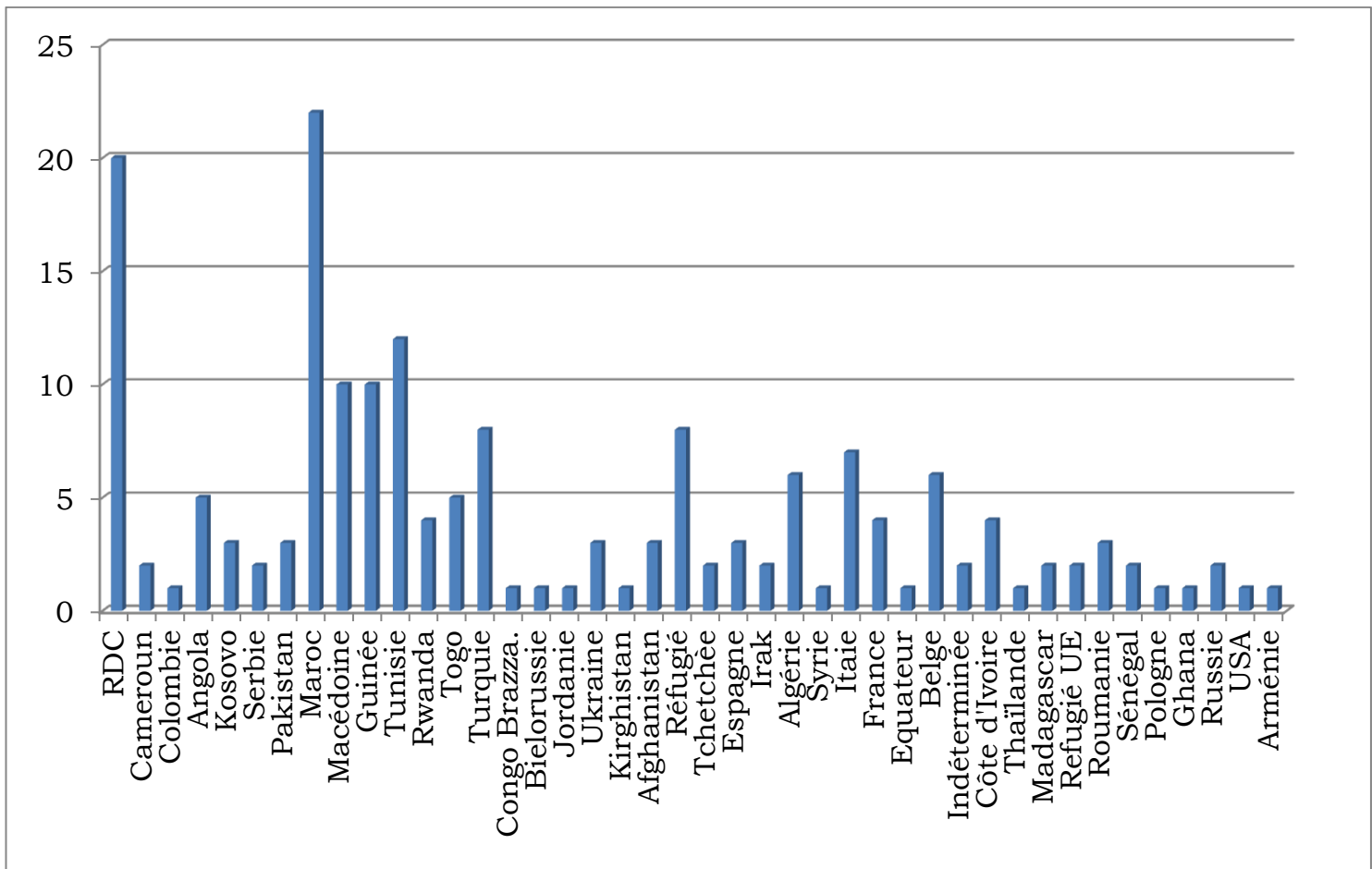
B. Nationalité



En ce qui concerne les nationalités, les plus représentées sont les Marocains avec 12%, les Congolais (RDC) avec 11%, les Tunisiens avec 6,7%, les Guinéens et les Macédoniens avec chacun 5,5%, les Turcs et les Réfugiés Reconnus avec chacun 4,4 %, les Italiens avec 3,9 % et enfin les Belges (d'origine ou naturalisés) avec 3,3%.

Remarque : les personnes Réfugiées Reconnues sont originaires du Togo, de RDC, de Macédoine, de l'ex-Yougoslavie, du Liban, du Bénin et de Tchétchénie.

En ce qui concerne les personnes Belges naturalisées, elles sont à l'origine de nationalité turque, tchétchène ou marocaine.



C. Domicile

Le lieu de domicile des personnes accompagnées par le service social est, comme les autres années, surreprésenté par la ville de La Louvière avec 129 personnes.

D'autres villes moins grandes dans la région du Centre sont également représentées, telles que Manage et Morlanwelz.

Cette année, des communes avec lesquelles nous travaillons en général moins apparaissent aussi dans les statistiques. Il s'agit de Le Roeulx, Seneffe, Binche et Estinnes.

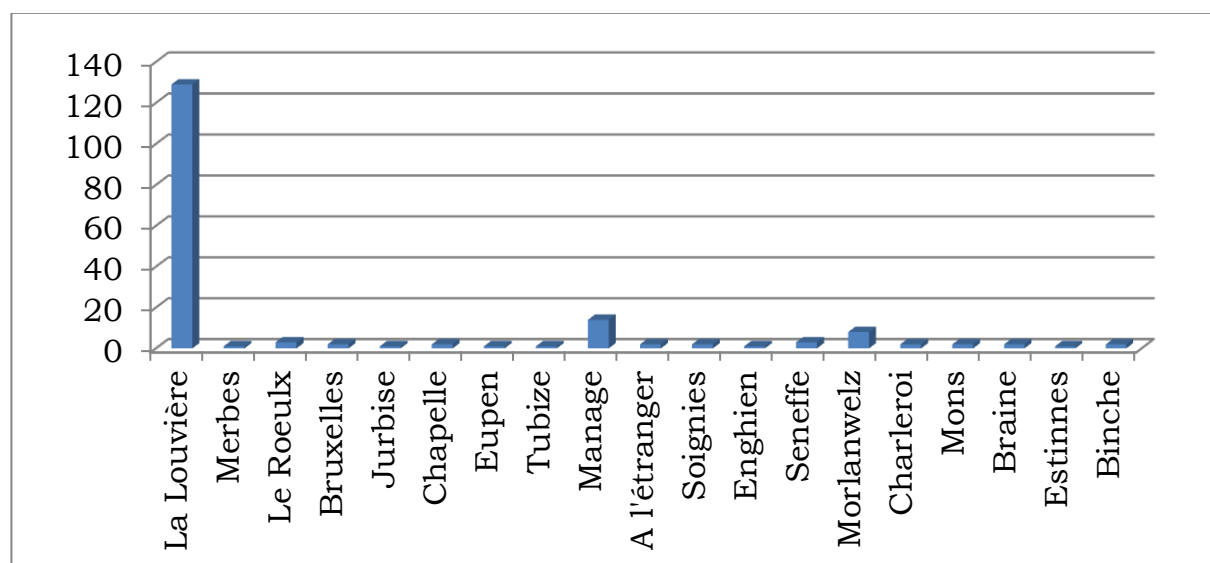
Nous avons également accompagné des personnes non domiciliées sur notre territoire. En effet, ces personnes arrivent au service social par l'intermédiaire de connaissances qui ont ou pas déjà fait appel à notre service. Le service social se permet de les recevoir pour leur donner au moins une première information et clarifier avec elles leur situation.

Il est également arrivé que des personnes se présentent sans rendez-vous à la permanence et, dans ces là, nous les recevons d'autant plus si elles viennent de loin, voire très loin (cfr Eupen !)

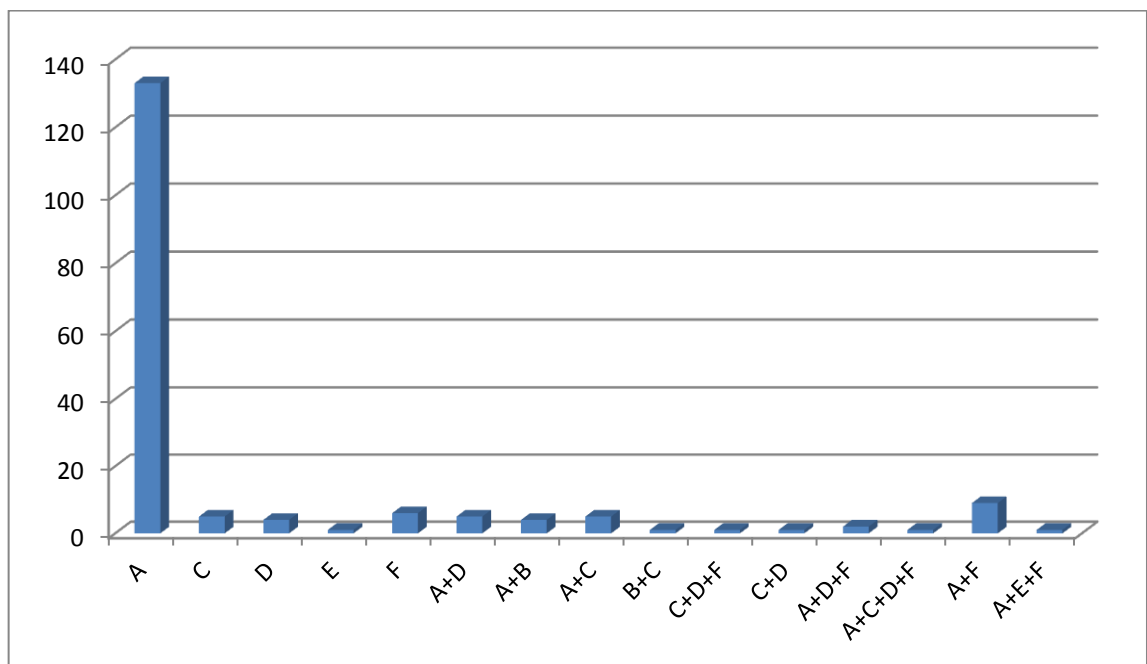
Il est important de signaler que des personnes se situent à l'étranger lorsqu'elles nous contactent pour demander davantage d'informations. En général, ces personnes nous contactent par téléphone, mail ou alors un membre de leur famille prend contact avec nous à partir de la Belgique.

La majorité des personnes accompagnées par le service social sont nées à l'étranger (176).

Pour les personnes nées en Belgique, 2 sont toujours de nationalité étrangère et 1 est Belge.



D. Types de demandes



Légende

- A : Séjour et droit des étrangers en général
- B : Problématiques financières : Sécurité Sociale (ouverture et recouvrement de droits sociaux, endettement, ...)
- C : Problématiques et affaires familiales (divorce, scolarité, violence conjugale)
- D : ISP
- E : Santé mentale
- F : Autres : logement, discrimination, ...

Les demandes adressées au service social du Ce.R.A.I.C. restent majoritairement relatives au séjour. Il s'agit principalement de personnes en séjour irrégulier sur le territoire.

Notre rôle est d'informer sur les possibilités ou non d'obtenir un séjour en Belgique tout en laissant le libre choix à la personne de s'engager dans l'une ou l'autre procédure.

Il s'agit aussi de rédiger des demandes de régularisation de séjour, d'informer sur des procédures de regroupement familial, de naturalisation, ...

Des demandes concernent des problématiques financières (dettes énergétiques ou de santé), de l'ISP (avec des recherches d'emploi et de formation pour lesquelles nous renvoyons vers les différents opérateurs présents sur le territoire), les problématiques familiales (divorce, scolarité).



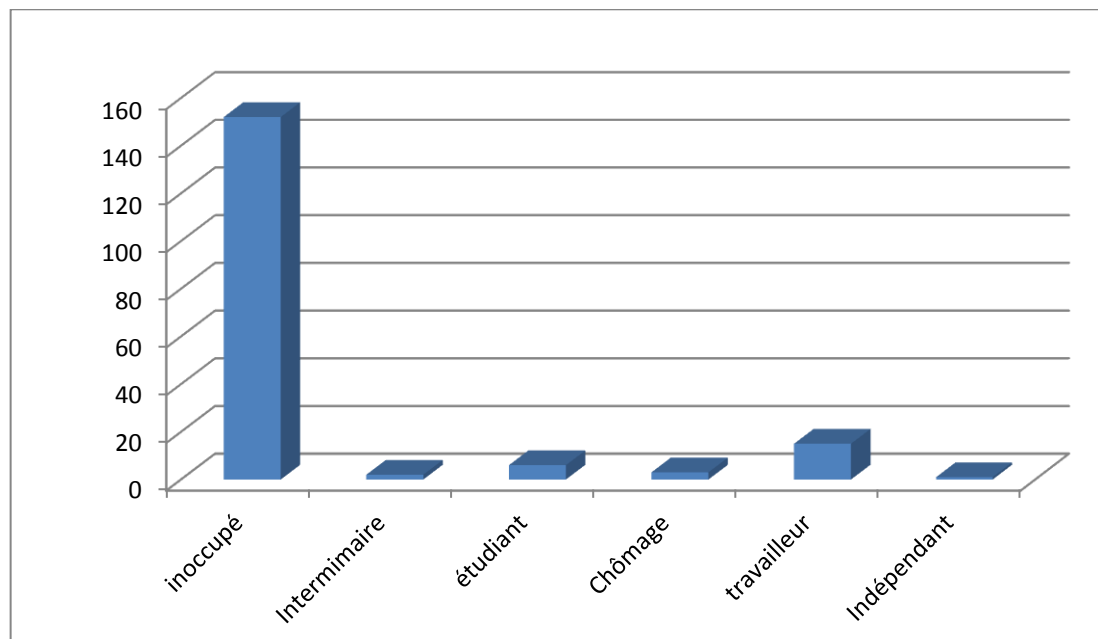
Ces demandes nous sont soit présentées seules, mais le plus souvent liées à un problème de séjour. La première demande étant, dans certains cas, un prétexte pour aborder la seconde.

D'une manière générale, on peut toujours constater la lenteur du traitement des demandes de régularisation de séjour à l'Office des Etrangers. En effet, des demandes introduites il y a maintenant plus de 4 ans n'ont toujours pas été traitées alors que dans certains cas, il s'agit de critères permanents (auteur et époux de réfugié, auteur d'un enfant autorisé au séjour, ainsi que des demandes introduites en 2009 sur base de l'ancrage durable local dans le cadre de l'instruction Turtelboom).

Nous avons également pu constater un durcissement des décisions; ce qui influence la manière de travailler du service social.

Enfin, la réforme sur le Code de la nationalité de 2013 a drainé d'avantage de personnes au service social. Nous avons dû répondre à des questions relatives aux nouveaux critères en constatant que peu de personnes pouvaient prétendre à cette naturalisation pour 2 raisons principales : l'inoccupation mais la grosse difficulté reste la maîtrise et surtout la validation des compétences en langue française.

E. Statut emploi



Concernant le statut lié au travail, la majorité du public du service social est officiellement inoccupé. Cela peut s'expliquer notamment par le fait que la plupart des personnes sont «sans papier» et n'ouvrent, dès lors, pas de droit au travail. Toutefois, certains d'entre eux occupent un emploi dans des conditions extrêmement précaires afin de pouvoir subvenir à leurs besoins ou à ceux de leur famille.

VI. PLATEFORMES

A. Plateforme «Diversité, un plus pour l'entreprise»

En 2011, une plate-forme a été créée, voulant rassembler des opérateurs locaux en lien avec l'emploi. Depuis 3 ans sont présents à cette plate-forme coordonnée par le Ce.R.A.I.C. : la Mission Régionale pour l'emploi du Centre, le Comité Subrégional de la Formation et de l'Emploi, le Forem (cellule Egalité-Diversité), l'asbl CEPRé- FGTB, la CSC, l'UCM, Antenne Centre et nouvellement le CRIC et le CUNIC.

Cette plate-forme s'inscrit dans la promotion de la diversité, pour défendre l'égalité des chances de tous les citoyens, mais aussi agit pour lutter contre les discriminations. Dans cette optique, le Ce.R.A.I.C. et ses partenaires ont élargi leur champ de compétence proposant de travailler de manière transversale pour que toutes «les situations problèmes à l'emploi» puissent être évoquées sans distinction particulière. En 2013, la plate-forme s'est inscrite dans le prolongement d'un séminaire FSE réalisé en intercentre, ainsi que d'autres opérateurs repris par le FSE tel l'APD et le CUNIC. La thématique de l'accès à l'emploi des personnes étrangère et d'origine étrangère était au cœur des débats.

1. Axe 1 : la promotion de la diversité à l'emploi auprès d'employeurs, la promotion de l'égalité des chances et la lutte contre les discriminations.

Concrètement : diffusion du DVD et du livret réalisé par la plate-forme auprès du grand public et des employeurs

La plate-forme s'est associée au projet : espace «diversité» au job-meeting organisé par la MRC dans la galerie de CORA, en y tenant un stand. Nous avons diffusé le DVD en continu lors de ces journées. Plusieurs échanges ont pu s'établir avec le tout public, mais aussi avec des employeurs présents pour l'évènement.

Un colloque s'est déroulé le 10 décembre 2013. La programmation incluait la participation des acteurs locaux de la plate-forme avec l'intervention de Freddy Bouchez sur les politiques restrictives d'accès au territoire, et d'autres invités tels que Nouria Ouali de l'ULB, sur les questions de discrimination, de la CSC pour les thématiques de dumping dans le secteur du transport. Les témoignages des migrants sur leurs parcours de recherche d'emploi ont été le point de départ de la journée. Deux ateliers ont permis aux participants de s'exprimer.

Evaluation : Le colloque a été envisagé comme la première étape de récolte de difficultés et de dysfonctionnements que vivent les migrants pour ensuite formaliser ces informations dans un cahier relevant les pistes de solution. Cette étape doit se concrétiser en 2014.

Statistique : 47 personnes présentes au colloque

Support promotionnel : Invitation lancée aux partenaires pour la diffusion du DVD, reportage radio Vivacité.

2. Axe 2 : La promotion de l'égalité des chances et la lutte contre les discriminations auprès du grand public

Concrètement : soutien à la réalisation d'un documentaire pour Antenne Centre sur la thématique de la diversité

Déroulement : recherche d'entreprises, de témoins, contact avec la plate-forme pour les interviews.

Evaluation et statistiques : plusieurs passages sur antenne du reportage, plus de 800 visions sur les pod-cast

Support promotionnel : le reportage

Contribution aux réunions d'insertion socio-professionnelles : participation du Ce.R.A.I.C. aux réunions du Comité Subrégional de l'Emploi et de la Formation, plus particulièrement à la commission consultative sous-régionale, ainsi qu'aux séminaires en lien avec l'insertion socio-professionnelle. Le Ce.R.A.I.C. a été invité à présenter les colloques sur la diversité et sur l'offre de FLE sur notre territoire au sein de la CCSR. Le Ce.R.A.I.C. a été associé au projet local de Concert' action dans un séminaire sur les questions de diversité, au sein des entreprises Coulon (entreprise qui emploie une personne relevant de l'AWIPH).

B. Plateforme «Intégration des primo-arrivants»

Coordination créée en janvier 2007, la plate-forme réunit différents acteurs, dont les domaines d'intervention ainsi que les modalités d'actions sont tout aussi vastes et différenciés tels que l'enseignement, le social, l'accueil en centres d'hébergement, la santé, l'interculturalité, l'animation, la formation en français langue étrangère, la sensibilisation du grand public. Néanmoins, tous les partenaires se trouvent confrontés à des situations pour lesquelles un travail en réseau est plus adapté; chacun amenant des solutions ou des moyens propres dans des actions qui visent des publics spécifiques et/ou des objectifs communs.

Le travail en réseau nécessite une régularité des rencontres entre partenaires afin de partager les réalités locales et les réflexions qui émergent. Grâce à la présence des opérateurs intervenant dans de multiples domaines, nous agissons de manière complémentaire et concertée.

Composition élargie de la plateforme : Format 21, Ecole d'Alpha de la Ligue des Familles, Lire et Ecrire Centre Mons Borinage, Latitude J², Bibliothèque provinciale, Bibliothèque de Morlanwelz, Fedasil, Action de prévention et de Citoyenneté de La Louvière, ITCFM (classe-passerelle secondaire), Ecole primaire de l'Allée des Hêtres (classe-passerelle primaire), Indigo, EFT

Contrepoint, EFT Braseap, OISP Cap Info, CPAS de La Louvière, CPAS de Soignies

1) Objectifs : l'orientation entre les différents partenaires plus aisée, un service aux primo-arrivants d'ordre culturel, social, scolaire, et administratif.

2) Déroulement : deux volets sont développés : les rencontres du réseau et une journée phare en octobre

Concernant le réseau : plusieurs réunions ont eu lieu. Ces réunions ont permis de communiquer sur les nouvelles politiques d'accueil des primo-arrivants à l'ensemble des opérateurs qui ont en charge le FLE, l'ISP, ainsi que les bibliothèques.

25 OCTOBRE 2013 : séminaire sur le FLE

Comme chaque année depuis 2007, la plateforme locale consacre une journée de réflexion aux questions relatives aux primo-arrivants.

Pour cette 6^{ème} édition, la plateforme coordonnée par le Centre Régional d'Action Interculturelle du Centre met l'accent sur le dispositif d'accueil des primo-arrivants que la Wallonie met sur pied. Un sujet d'actualité, en constante évolution, cette journée permettra de faire le point et de réfléchir aux implications locales pour tous les acteurs privés et publics.

Acquérir la langue du pays d'accueil pour tout migrant non francophone nécessite que des infrastructures puissent proposer, en suffisance, une offre de qualité permettant à chacun d'évoluer à son niveau et à son rythme. Trois ateliers «pratiques» : les outils pour l'apprentissage, le cadre européen de référence des langues, le travail en plate-forme

3) Evaluation : la plateforme primo-arrivant s'engage vers une nouvelle orientation, une co-coordination avec Lire et Ecrire, projets en cours : réalisation d'un répertoire des opérateurs FLE en région du Centre, organiser une formation de bénévoles pour soutenir le secteur alpha et FLE.

C. Plateforme «Psycho-sociale»

Le groupe est, à l'heure actuelle, composé de représentantes de TMS de l'ONE, du CPAS de La Louvière, de la Ligue des Familles, du Contrat de Sécurité de Morlanwelz. A l'initiative de la réalisation du répertoire «Repère-toi», et des



thèmes abordés aux séances d'informations destinées au public étranger. Trois rencontres ont eu lieu en 2013.

Les séances sont intégrées dans le planning de l'année des formations en FLE ou d'alphabétisation et qu'elles sont considérées par les formatrices comme faisant partie du programme de cours à part entière.

VII. SERVICE DOCUMENTATION

Le centre de ressource du Ce.R.A.I.C. est considérablement alimenté dans les domaines de la santé, du logement, du racisme, de l'immigration, des demandeurs d'asile, du social, de l'associatif, etc.

Les livres sont répertoriés dans une base de données et classés par thèmes liés à l'intégration des personnes étrangères, mais également aux problématiques liées à nos différents secteurs d'activité.

A. La gestion de la revue de presse.

Des articles d'intérêt général et des articles en rapport avec les missions du centre sont sélectionnés et classés selon des thématiques spécifiques : l'Islam, la discrimination, l'immigration, le racisme, l'extrême-droite, les demandeurs d'asile, les droits de l'Homme, pour n'en citer que quelques-uns.

Nos articles proviennent de 3 quotidiens : le Soir, la Nouvelle Gazette et la Libre Belgique.

Il incombe aussi au service documentation :

- * la gestion de la mise à jour des différents documents, livres ou articles reçus
- * la mise à disposition d'outils pédagogiques
- * la mise à jour du Guide de la Personne Etrangère.

Ce service est à la disposition des personnes en interne (personnel) et en externe (étudiants, associations, etc.) pour soutenir la réalisation de dossiers divers.

B. Statistiques 2013

Recensement des données statistiques de la population belge et étrangère sur nos 15 communes de compétence.

Le centre est en mesure de fournir l'une ou l'autre donnée relative sur la population qui fait partie de notre territoire.

Pour le bilan social, un courrier a été envoyé aux 15 communes, 7 ont répondu à la demande de chiffres.

Plan de Cohésion Sociale

Pour définir leur nouveau plan de cohésion sociale, 14 PCS ont fait appel au Ce.R.A.I.C. pour les soutenir dans leur démarche. Parmi ces PCS, 10 avaient déjà une expérience de partenariat avec le Ce.R.A.I.C. soit parce qu'ils avaient déjà un plan communal sur les 4 axes des PCS ou qu'ils collaboraient à notre plan local d'intégration. Quatre autres PCS ont introduit pour la première fois l'appel à projet et nous ont demandé quels axes nous pourrions développer ensemble sur les questions relatives à notre public cible.

Chaque PCS a un modèle de fonctionnement variable. L'implication du Ce.R.A.I.C. se greffe au modèle de chaque PCS. Néanmoins, il importe à plus d'un titre que le public étranger ou d'origine étrangère puisse être pris en compte dans les problématiques d'égalité des chances à tous les niveaux : ISP, logement, santé, apprentissage de la langue. La dimension interculturelle est souvent associée à une dimension conviviale où chaque identité culturelle est invitée à partager un plat traditionnel. Le Ce.R.A.I.C encourage ces temps de partage festifs, mais œuvre pour une prise en compte et une valorisation de ces citoyens d'autres origines sur d'autres aspects aussi.

Trois fiches ont été rédigées par le Ce.R.A.I.C. pour permettre aux PCS de l'inclure dans leurs plans : le DAPA, la formation, l'ISP.

Nous participons aussi au groupe de travail à l'initiative de la CUC qui réunit les chefs de projet des PCS. Divers sujets ont été abordés cette année : les questions relatives à la discrimination, à la médiation en cas de conflit lié à un logement, les projets du PCS de Manage.

PCS et article 18 : Binche, Anderlues

Plan de cohésion sociale d'Anderlues



Depuis plusieurs années, le Ce.R.A.I.C. participe aux réunions préparatoires pour l'organisation d'une fête interculturelle et est présent le jour de l'activité sous forme de la tenue d'un stand de présentation du Ce.R.A.I.C. Pour 2013, cette activité a regroupé 12 associations d'origine différente (turque, italienne, congolaise, espagnole, brésilienne, canadienne, polonaise), mais également des artisans locaux.

Après évaluation, cette journée devient de plus en plus mercantile et la philosophie du projet de départ s'effrite de plus en plus au cours des années, ce qui n'empêche que cette activité rencontre toujours un grand succès.

Plan cohésion sociale de Binche

Le 16 novembre s'est déroulée la troisième fête interculturelle à Binche. Elle a pris une orientation plus spécifique : l'immigration italienne. Elle a remporté un très beaux succès. Ce fut une étroite collaboration avec le plan de cohésion sociale de Binche.

Le Ce.R.A.I.C. avait pour mission de participer aux réunions préparatoires avec le PCS, de donner son expertise en vue d'organiser cette activité et de rechercher des expositions en rapport avec la thématique. Trois expositions ont été présentées : l'histoire de l'immigration dans la région du Centre, Memoria et la vie des femmes immigrées italiennes de la première génération, rechercher un spectacle («Sola Endata»), rechercher des anciens mineurs en vue d'un échange avec la salle, assurer la promotion de cette activité (invitations et affichage), tenir un stand de présentation des activités du Ce.R.A.I.C., évaluer le projet.

Actions en milieu scolaire

Partant de l'hypothèse que des enfants auraient des difficultés pour leur suivi scolaire et seraient en décrochage par manque de connaissance du français, les actions en milieu scolaire visent le renforcement de l'apprentissage du français pour les enfants en difficulté.

Le projet qui a pu se concrétiser a permis de toucher deux types de publics, grâce à l'intervention de trois partenaires. Le public des enfants fréquentant notre école libre fondamentale d'Houdeng-Aimeries, les femmes et les enfants habitant le quartier de Bois-du-Luc, où l'école est implantée grâce à la collaboration du Centre Régional d'Action Interculturelle du Centre et de la bibliothèque provinciale.



Nous nous sommes attachés l'aide de deux logopèdes pour assumer au mieux le diagnostic en termes de carences et pour faciliter le travail de remédiation.

Les enfants ont bénéficié de renforcement pour l'apprentissage de la langue française en maternelle et dans les deux classes de 1^{ère} et 2^{ème}, dans l'infrastructure de Bois-du-Luc et en 2^{ème} et 3^{ème} maternelle dans l'infrastructure de Houdeng. En ce qui concerne les enfants qui ont bénéficié de renforcement pour l'apprentissage du français, les enseignants ont collaboré avec deux logopèdes pour identifier ceux pour qui la langue française n'était pas suffisamment acquise.

Le public scolaire est facilement mobilisable puisqu'il s'agit d'enfants de l'école. Pour ce qui est du public adulte, les deux partenaires sont spécialisés tant dans le public

migrant pour ce qui est du CeRAIC et dans l'accueil extra-scolaire pour la bibliothèque.

Pour le public enfant, nous pourrions estimer leur satisfaction au fait d'être motivé par les activités proposées en sous-groupe de travail.

La collaboration avec d'autres écoles a dû être écartée faute de moyens nécessaires.

Statistiques : 18 enfants ont bénéficié des services de la logopède.

Actions en partenariat

A. Coordonnées par la Maison de la Laïcité de La Louvière

1. Le projet «En quête d'identité»

Suite à une première édition réussie qui a eu lieu en 2011, certains partenaires ont formulé le souhait de rééditer le projet pour l'année 2013.

L'objectif du projet est de découvrir que l'identité n'est pas une notion figée, mais un ensemble de processus complexes, évolutifs et multiples qui se construisent et s'actualisent sans cesse dans les interactions entre individus, les groupes et leurs systèmes de valeurs.

L'idée est d'amener les participants, par le biais d'un jeu, à réfléchir et à envisager de manière critique l'articulation entre différentes dimensions qui peuvent constituer une identité : familles, études, goût musicaux, convictions, migrations, ...

Partenariat : une initiative de la Maison de la Laïcité de La Louvière en partenariat avec le Ce.R.A.I.C., le PAC-Régionale du Centre et de Soignies, les FPS du Centre et de Soignies, Annoncer la Couleurs en Province de Hainaut, le CIEP-MOC Hainaut Centre, Picardie Laïque-Relais de La Louvière, INFO J du Centre, Indigo, la Bibliothèque centrale de la province de Hainaut et de la Fédération des Maisons de la Laïcité.

Le Ce.R.A.I.C. a participé à la construction pédagogique du projet lors de la première édition par un apport conséquent pour les deux thématiques qui sont les migrations et les convictions et a participé aux animations lors du déroulement de l'expo animation (environ 10 animations).



2. Le projet Dialogue inter-convictionnel : «T'y crois, t'y crois pas ? Parlons-en ...»

Après l'évaluation du projet en 2012, la continuité du projet était le mot d'ordre des participants et des partenaires.

C'est pourquoi le partenariat s'est élargi à d'autres lieux de convictions, notamment à la Maison de la laïcité de Morlanwelz, à l'église



évangélique de La Louvière et à la mosquée de La Louvière tout en gardant les partenaires de la première édition. Le Gsara s'ajoute au partenariat afin de créer un site internet, filmer les rencontres et les interviews.

L'idée est de se lancer dans un parcours à la découverte de l'autre, de ses convictions, doutes, rites, croyances, ... L'occasion non pas de se mettre d'accord sur tout, mais de faire connaissance et de dialoguer ouvertement !

Partenariat : une initiative de la Maison de la Laïcité de La Louvière en partenariat avec le Ce.R.A.I.C., la Bibliothèque provinciale, le GSARA, les Paroisses Catholiques de La Louvière, l'Eglise Protestante Unie de Belgique (La Louvière), la mosquée de La Louvière, la Maison de la Laïcité de Morlanwelz et l'Eglise Evangélique Italienne de La Louvière.

Le Ce.R.A.I.C. a participé à la construction pédagogique du projet, fait le relais avec la communauté musulmane, et participe aux actions mises en place dans le cadre du projet et dans l'élaboration du projet FIPI.

B. Projet coordonné par la bibliothèque «Espace interculturel de lecture publique»

Projet : Mise en place d'actions spécifiques suite à la création, au sein de la bibliothèque de Trivières de l'«Espace interculturel de Lecture publique»

Objectifs

1. Promouvoir des outils sensibilisant à l'interculturalité auprès des professionnels par l'organisation de formations/animations.

2. Identifier les ouvrages à connotation interculturelle de la bibliothèque de Trivières au moyen d'une pastille autocollante spécifique.
3. Afin de donner une certaine visibilité au projet, publicité de cet espace par la conception d'un dépliant.

Réalisation/déroulement :

- 1) Deux formations d'une demi-journée ont été organisées (voir formation et sensibilisation à la page 5)
- 2) Chaque ouvrage de la bibliothèque fut pris en compte (tant dans l'espace adulte qu'enfant) afin de déterminer sa pertinence à prendre place dans la collection de l'Espace interculturel par l'apposition de la pastille spécifique. Ainsi, les thématiques répertoriées concernent tant l'histoire, la cuisine, les religions, l'art, ... sans oublier les romans. Ce travail fut réalisé de façon conjointe par le Ce.R.A.I.C. et le bibliothécaire de Trivières.

Une visite de la pédagogothèque «l'Entre-ligne» de Strépy-Bracquegnies (09/04) a été l'occasion de relever parmi les ouvrages du fond d'«Annoncer la couleur» quelques références utiles en vue d'étoffer l'espace interculturel de lecture publique de Trivières.

De plus, le service documentation du Ce.R.A.I.C., par son expertise en la matière, transmet régulièrement à la bibliothèque des références utiles afin de compléter la collection.

Un dépliant commun a été conçu par le Ce.R.A.I.C. sur base d'un travail en partenariat avec différents services interne du centre puis avec la bibliothèque. Cette collaboration propose la mise à disposition, au sein de la bibliothèque de Trivières, d'ouvrages et d'outils pédagogiques pour l'apprentissage du français en tant que langue étrangère. De plus, y sont accessibles nombre de références (y compris multimédia) traitant de sujets liés à l'immigration, la diversité, la discrimination, ...

Le partenariat s'est également concrétisé cette année par la prise en charge de l'impression des dépliants publicitaires de l'espace interculturel par la Ville de La Louvière, mais surtout par les contacts réguliers, formels (réunions) ou non (mails) afin de mettre sur pieds les différentes actions (dépliant et formations) ainsi que la mise à disposition de leurs locaux pour l'organisation des formations.



C. Projet culturel ponctuel : spectacle «Macaroni !»

Projet : Dans le cadre des journées «D'ici et d'ailleurs», le spectacle «Macaroni» (théâtre des Zygomars) était proposé aux enfants ainsi qu'une visite thématique de l'Ecomusée/Musée de la Mine de Bois-du-Luc et d'une exposition.

Objectif : promouvoir le dialogue interculturel au travers des thématiques abordées, à savoir l'immigration, les relations intergénérationnelles ou encore la mémoire.

Réalisation/déroulement : Dans un premier temps, un spectacle était proposé. Cinq séances ont eu lieu les 26, 27 et 28 mars 2013 (4 à destination des groupes scolaires et une pour le «tout public») dans le cadre du site minier de Bois-du-Luc. Un goûter interculturel a clôturé la séance «tout public».

Ce spectacle mettait en scène la rencontre d'un jeune garçon de 10 ans et de son grand-père, ancien mineur et un peu rustre. Les deux personnages, représentés sous formes de marionnettes, vont progressivement s'approprier.

En fin de chaque séance, un temps d'échange était proposé au public en présence des acteurs et des mineurs. Ceux-ci ont pu témoigner de leurs expériences auprès des enfants présents et de leurs enseignants et répondre à leurs nombreuses questions.

En parallèle, une exposition était proposée par le Ce.R.A.I.C. aux participants.

Ainsi, le Ce.R.A.I.C. a contribué non seulement à l'organisation pratique de ces journées, au montage de l'exposition, ... mais a également pris les contacts nécessaires pour inviter les témoins mineurs (Amicale des mineurs) et les accueillir au mieux lors de ces journées. Il a aussi pris part aux séances de questions/réponses en tant qu'expert des questions liées à l'immigration.

Evaluation : bonne organisation générale. Le spectacle était tout à fait adapté au jeune public sans tourner dans l'infantilisme. En effet, les dialogues de la marionnette du grand-père ainsi que les témoignages des mineurs ont suscité beaucoup d'émotion parmi les adultes présents (accompagnant les groupes-classe) car faisant écho à leur propre vécu familial.

Les questions posées par les enfants aux mineurs étaient fort nombreuses; ce qui marquait un intérêt certain. Eux aussi ont évoqués des anecdotes familiales.

Partenariat : ce projet est issu d'une collaboration entre le CDWEJ, l'Ecomusée, le Musée de la Mine, le CPAS de La Louvière et le Ce.R.A.I.C.

Intercentres

Les groupes de travail intercentre sont des lieux de concertation qui permettent aux différents CRI d'avoir un espace d'échange propre à une thématique transversale, le DISCRI apportant son soutien.

Le Ce.R.A.I.C. coordonne deux inter-centres : «Parcours des primo-arrivants», «Bilan social des primo-arrivants» (phase obligatoire).

Intercentre «Parcours des primo-arrivants»

La coordination de la commission intercentre «accueil des primo-arrivants» a changé d'appellation pour devenir «parcours d'accueil».

L'actualité politique en lien avec le dispositif d'accueil des primo-arrivants (DAPA) et les projets pilotes FEI en cours ont essentiellement guidé le travail dans ce groupe.

Le groupe de travail a joué son rôle d'échange et d'information. La thématique étant d'une actualité brûlante, les participants n'ont pas pu aboutir dans certaines démarches. Néanmoins, chaque membre du groupe a identifié et recherché des informations pour tenter de réfléchir au sujet.

Diverses questions ont été identifiées : Qui est le public primo-arrivant ? Quel est l'intérêt d'une obligation de formation en FLE ou d'une démarche volontaire ? Quels sont les chiffres disponibles pour identifier la population étrangère et les primo-arrivants en particulier ? Quelles difficultés rencontrent les personnes étrangères dans leur insertion socio-professionnelle ? Comment constituer un réseau et quel réseau ?

Intercentre «Bilan social des primo-arrivants»

La production et l'harmonisation de tous les outils utilisés dans le cadre du DAPA, et plus spécifiquement du «module d'accueil», ainsi que sur la réflexion et l'échange des pratiques.

Les outils :

Les trois outils conçus en 2012 ont poursuivi leur expérimentation tout au long de l'année 2013; à savoir : le canevas d'entretien, le talon assurant la liaison entre le Service population étrangère et l'Espace Accueil, une brève présentation de ce que représente cet Espace accueil, la lettre explicative qui est traduite en 10 langues. Un canevas d'entretien de suivi a aussi vu le jour. Enfin, au-delà des participations et des actions, chaque membre de l'équipe DAPA participe au même titre que tout membre de l'équipe du Ce.R.A.I.C. à la tenue de stands, aux réunions d'équipe, formation commune, ... Afin d'accueillir et d'orienter le mieux possible les personnes PA, de nombreuses formations ont été suivies par les trois responsables de projets (en droits des étrangers, en interculturalité, ...).

Une période de suspension a permis aux directeurs d'identifier des missions à confier à l'intercentre, qui reprend ses travaux en 2013.

Le personnel du Ce.R.A.I.C. participe aux autres réunions intercentre en fonction de son secteur d'activité

INTERCENTRE FLE

INTERCENTRE ISP

INTERCENTRE PLI

INTERCENTRE ILDS

Différents articles parus sur nos actions :

Le centre embauche encore ! Jobmeeting à Cora.

Conférence de presse du Ce.R.A.I.C. 11% d'étrangers dans le Centre.

Fête Interculturelle de Péronnes-Charbonnage.

Les Roms ne sont pas des gens de voyage ! Formation pour les travailleurs sociaux.

Fête Interculturelle de Manage. L'Espagne à l'honneur.

T'y crois, t'y crois pas ? Saison 2.

Dernière étape à la marche des migrants. «Les mentalités n'ont pas changé».

Pas de job pour 50% d'immigrés. Discrimination à l'embauche. Interview de Madame Françoise Rondeau, directrice du Ce.R.A.I.C.

Vie locale : Trivières, action et intégration. Connaissez-vous le Ce.R.A.I.C.

Formation du personnel

- Formation à l'évaluation (tout le personnel)
- Formation Illustrator, 6 personnes concernées
- Formation continuée en droit des étrangers (à des niveaux différents, de nombreux membres du personnel : le code de la nationalité, ...)
- Formation à la gestion d'une réunion (coordinatrice DAPA)
- Formation à la communication (chargée des outils de communications)

- Formation «Littérature de jeunesse : une fenêtre sur le monde» organisée dans le cadre du Salon du livre de la jeunesse de Charleroi consacré aux livres pour enfants en interculturalité (chargée de formation et documentaliste)
- Formation à l'interculturalité (les 4 derniers engagés)
- Formation «Titre de séjour et accès au marché du travail» (DAPA)
- Formation «Confronter l'Islamophobie» - Mieux comprendre et gérer les diversités de convictions et de religions au sein de son institution (DAPA)
- Dreamweaver – formation volontaire via cours trouvé sur internet – objectif : contourner les problèmes rencontrés lors de l'envoi de la newsletter (chargée de communication).
- Formation «association et communication : valoriser nos activités» Formapef (chargée de communication)
- Formations comptables et secrétariat social (législations)



Perspectives 2014

Pour 2014, l'équipe souhaite renforcer la collaboration transversale qui se décline au travers de différentes facettes; mise en commun de données pour renforcer la base de données initiée en 2013 mais aussi un partage des répertoires créés par divers services, renouveler collectivement les informations sur le site internet, renouveler l'expérience de formation collective sur le thème de la communication.

2014 est aussi le moment de faire le bilan du Plan Local d'Intégration et de solliciter les partenaires privés et publics pour réfléchir avec le Ce.R.A.I.C. afin aboutir vers de nouvelles perspectives.

2014 est le 50^{ème} anniversaire des accords Maroc-Belgique pour l'envoi de travailleurs, le Ce.R.A.I.C. souhaite accueillir l'exposition de l'ULB : Nass Belgica.

Pour tous les secteurs, une continuité et un développement des actions avec une visée d'être plus présent sur le territoire, en décentralisation.

2014 devrait voir aboutir le décret DAPA et le passage du projet pilote à la phase de mise en route obligatoire pour l'ensemble de la Wallonie.



Nos actions sont soutenues par :



Wallonie



Province de
HAINAUT



Avec le soutien du Fonds social européen
L'UE et les Autorités publiques investissent dans votre avenir.



Ville de
La Louvière



Editrice responsable : Françoise RONDEAU